

# **Etre une femme intellectuelle en Afrique: de la persistance des stéréotypes culturels sexistes**

Christine Zoé Naré\*

## **Introduction**

LA VASTE MOBILISATION INTERNATIONALE suscitée autour de la question des femmes a commencé avec la proclamation de l'année internationale de la femme en 1975 sous l'égide des Nations Unies. Elle s'est poursuivie depuis et a permis de montrer, entre autres, l'importance de la contribution des femmes à la vie économique; contribution longtemps sous-estimée et surtout dévalorisée au niveau de la conscience collective.

Le principal mérite de cette mobilisation aura été d'avoir suscité une prise de conscience des inégalités flagrantes qui caractérisent les rapports sociaux sur la base de la différence de sexe et dont les femmes sont les principales victimes.

C'est ce qui ressort des nombreux séminaires, conférences et réunions tenus sur la question de la femme. Ils ont tous insisté sur la nécessité de mener des actions en vue de corriger ces graves inégalités, notamment dans les deux domaines stratégiques que sont l'éducation et l'emploi.

En effet, dans le domaine de l'éducation, la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles organisée par l'UNESCO et l'UNICEF du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril 1993 à Ouagadougou (Burkina-Faso) a dressé un sombre tableau montrant que l'accès des filles à l'éducation demeure un problème préoccupant: 26 millions de filles en Afrique ne sont pas scolarisées, et beaucoup de celles qui le sont, obtiennent des résultats médiocres. Les taux bruts de scolarisation des filles sont inférieurs à ceux des garçons dans plus de 40 pays sur 46. En Afrique sub-saharienne par exemple, le taux d'analphabétisme est selon les estimations de 1990, de 41 pour 100 chez les hommes et de 64 pour 100 chez les femmes. Ces taux sont nettement plus élevés lorsque certains pays sont considérés individuellement: 82 pour 100 de femmes non scolarisées au Burkina-Faso,

---

\* Anthropologue, Consultante en sciences sociales, Dakar Fann, Sénégal.

79 pour 100 en Sierra Leone, 77 pour 100 au Bénin et en Ethiopie, 76 pour 100 en Guinée (UNESCO 1993).

Cette préoccupation concerne également l'accès des filles à l'emploi. On constate ainsi que les filles sont moins nombreuses dans les filières comme la formation scientifique et technique, filières offrant une plus grande ouverture sur le marché de l'emploi. Un colloque organisé en 1987 par l'UNESCO, tirait la sonnette d'alarme sur les sombres perspectives d'emploi que posait une telle situation: «les emplois ouverts aux filles risquent ainsi d'être regroupés à plus ou moins long terme dans des domaines nécessitant des compétences moindres, où les salaires sont plus bas et la sécurité de l'emploi minimale; alors que la production globale des femmes» dans les secteurs structurés et non structurés dépassera celle des hommes d'ici à l'an 2000, la part des richesses et du revenu qui leur échoira sera inférieure à celle des hommes" (UNESCO 1987). Plusieurs études montrent que cette «prophétie» est en train de se réaliser.

Répondant aux nombreuses recommandations adoptées lors des rencontres nationales et internationales, les Etats et les agences internationales ont pris des mesures qui allaient de la création de structures officielles, au développement d'activités génératrices de revenus au bénéfice des femmes. De nombreuses recherches ont été également effectuées sur les femmes et ont permis entre autres de dénoncer les limites des mesures et interventions. Dans le domaine de l'éducation et de l'emploi, les mesures adoptées n'ont pas permis de consacrer l'égalité de chance entre filles et garçons, ni de garantir aux femmes le droit au travail et l'égalité de rémunération à travail égal avec les hommes, ni même d'encourager l'accès des femmes aux professions et métiers traditionnellement réservés aux hommes. Malgré les déclarations d'intention au niveau des Etats et malgré les pressions exercées par les féministes, l'écart persiste entre hommes et femmes en matière d'éducation et d'emploi.

Il semble donc exister des résistances et des freins à la promotion de la femme. Pour comprendre cette situation et proposer des solutions appropriées, il est nécessaire d'aborder le problème de l'éducation et de l'emploi sous l'angle de l'analyse des genres. Une telle analyse met en exergue les mécanismes et les idéologies permettant la domination des femmes en montrant comment les rapports sociaux de sexe reproduisent dans la réalité quotidienne, individuelle et collective, les préjugés tenaces fondés sur l'idée d'une infériorité naturelle de la femme et sur le principe d'une division sexuelle du travail, des rôles et statuts spécifiques à chaque sexe.

Ces préjugés trouvent leur fondement dans les images traditionnelles de la femme, véritables stéréotypes sexistes qui décrivent la femme en état d'infériorité constante par rapport à l'homme. Ces stéréotypes confèrent aux

rôles masculins une valeur supérieure et positive tandis que les rôles féminins sont négativement évalués. Au cours des siècles, ces stéréotypes ont été institutionnalisés, codifiés et intériorisés dans la conscience collective, et sont reproduits de manière plus ou moins consciente au niveau des pratiques quotidiennes.

Ces pratiques ont pour fonction de légitimer et de pérenniser la domination de l'homme sur la femme. C'est pourquoi, toute mesure tendant à remettre en cause cette domination est combattue par les membres de la société (hommes et femmes), qui pensent qu'il est de leur devoir de sauvegarder les valeurs traditionnelles. La société doit donc continuer à fonctionner sur la base d'une idéologie qui prône et favorise la supériorité des hommes sur les femmes. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'on étudie les problèmes de l'éducation et de l'emploi, domaines qui, dans la société contemporaine, confèrent prestige et pouvoir à ceux qui y réussissent.

Aussi est-il primordial d'analyser les influences des stéréotypes sexistes dans ces domaines et de les combattre en vue de leur élimination, car ils constituent les fondements même des inégalités et des difficultés insurmontables que les femmes rencontrent dans leur cursus scolaire et universitaire ainsi que dans leur vie quotidienne et professionnelle.

Nous allons ainsi montrer comment être une femme intellectuelle c'est-à-dire, acquérir un niveau d'instruction élevé et prétendre arriver au sommet de la hiérarchie dans la vie professionnelle, devient une véritable gageure pour la femme africaine.

### **Les fondements des stéréotypes sexistes: rôles et statuts des individus**

C'est au niveau des rôles et des statuts des individus dans les sociétés qu'on peut voir comment les rapports sociaux de genre se sont tissés à partir d'une idéologie prônant la supériorité de l'homme sur la femme.

Le statut des femmes et la valeur accordée à leurs fonctions ont évolué au cours des siècles et avaient des connotations différentes selon les cultures et les époques. Plusieurs études ont contribué à montrer que les rôles ne sont pas statiques et immuables. La répartition des tâches était essentiellement culturelle et construite à partir d'un ensemble complexe de rapports sociaux utilisant le prétexte d'une différenciation biologique pour légitimer l'idéologie de la supériorité naturelle des hommes sur les femmes, dans des sociétés faites par les hommes et pour les hommes. La distribution traditionnelle des rôles s'est faite sur la base d'une hiérarchisation normative et discriminante des tâches au détriment des femmes. Les tâches accomplies ou assignées aux hommes sont définies comme étant plus honorifiques et comprenant une attribution d'autorité.

«Les tâches de contrôle, de direction, de décision, c'est-à-dire les activités de haut niveau qui ne demandent aucune force — mais de l'autorité — sont des tâches masculines» car adaptées au caractère masculin. Les hommes se trouvent crédités de valeurs positives, de qualités viriles. C'est ainsi que le courage, l'intelligence, la compétence, l'efficacité et l'énergie, sont définis comme étant des caractères moraux propres à l'homme (Segalen 1981).

Cependant, la connotation attachée à un rôle et donc à un statut peut évoluer car elle n'obéit qu'à une seule logique, celle du système social dans lequel elle est définie.

Seule une analyse historique permettrait de présenter ces différentes conditions de la femme. Cette démarche est nécessaire car elle permet d'une part, d'éviter l'homogénéisation des différentes réalités sociales africaines, et d'autre part de ne pas faire la promotion de stéréotypes qui ignorent toute variation dans l'expérience historique, les structures économiques, les cultures et les mutations à travers le temps (Imam et Mama 1994).

L'exemple de la condition des femmes dans l'Afrique orientale précoloniale montre comment les changements du statut des hommes et des femmes, sont fonction de l'évolution politique. En effet «dans la mesure où les sociétés précoloniales avaient pour souci dominant d'assurer leurs subsistances» les femmes en tant que productrices de biens, «étaient en général protégées par des droits bien reconnus sur la terre et sur les autres moyens de subsistance». Mais «dans les cas où un Etat était déjà constitué, la différenciation sociale fondée sur la propriété des moyens de production aurait tendance à placer les femmes, en tant que groupe, dans une subordination économique» (Pala et Ly 1979).

Toujours dans l'Afrique précoloniale il existait des sociétés où les femmes ont été valorisées dans leurs fonctions. On peut notamment mentionner l'importance des femmes Maguzawa comme productrices et celle des femmes Yoruba en tant que commerçantes. C'est surtout le système patriarcal qui reproduit cette répartition normative des tâches et des biens en favorisant la suprématie des hommes sur les femmes. En Afrique Sub-Saharienne, les tâches et les biens, sont dans certains cas, l'objet d'une lutte, d'une négociation des rôles entre les genres «bargaining patriarchy», tandis que dans le patriarcat classique (sociétés musulmanes du Moyen-Orient) on assiste à une certaine passivité des femmes, une acceptation de leur subordination (Kandiyoti 1988).

La colonisation a contribué à renforcer les éléments de l'idéologie patriarcale à travers les missions catholiques, les églises, et l'éducation formelle. Durant cette période, la philosophie qui caractérisait l'époque victorienne était reproduite notamment à travers le système éducatif qui établissait la hiérarchie des rôles en référence au domaine privé ou public avec une supériorité du public

sur le privé. C'est ce qui explique pourquoi le travail domestique, les tâches ménagères ne sont pas valorisées et reconnues comme étant des activités économiques. Ainsi les femmes reléguées dans le domaine du privé devaient être enseignées pour former de futures mères, des ménagères. Tandis que les hommes devaient acquérir des aptitudes à travailler dans le domaine public. Le colonialisme a également contribué à l'affaiblissement ou à la disparition des sociétés matrilineaires dans lesquelles les femmes jouissaient relativement de plus de pouvoir et de considérations.

La plupart des sociétés contemporaines reproduisent cette idéologie héritée du colonialisme. Les discours sur l'égalitarisme dans l'optique du genre, comprennent une reconstruction et une revalorisation des idéologies de la supériorité masculine. Dans la pratique, les femmes continuent de vivre cette discrimination à tous les niveaux (professionnel, administratif, religieux, familial):

- Dans la division sexuelle du travail, la hiérarchisation des tâches et fonctions, le contrôle du marché de l'emploi, et la rémunération, les femmes se retrouvent en état d'infériorité (nombres, positions, qualifications). Les idéologies rendent le travail des femmes et des hommes non équivalents en dévaluant celui des femmes, notamment en le rendant invisible et non économique (Imam 1994).
- Au niveau des structures administratives, par exemple le système fiscal (impôts sur le revenu) frappe lourdement les mères de famille salariées, en les considérant comme étant dénuées de toutes charges, parce que ces charges doivent selon les règles sociales, être assumées par le père. Cette disposition renforce l'idée de la dépendance des femmes aux hommes dans le cadre du mariage.
- Dans les structures et communautés religieuses, certaines fonctions importantes sont interdites aux femmes. Elles ne peuvent pas célébrer la messe dans la religion catholique, elles ne peuvent pas non plus diriger la prière du vendredi chez les musulmans.
- Au niveau du code de la nationalité, la femme se trouve dans un état de dépendance par rapport à l'homme. Elle peut ainsi bénéficier de la nationalité et du visa de résidence du pays de son conjoint sans difficulté.
- En matière de filiation, l'enfant est considéré comme étant la propriété exclusive du père. Ainsi, dans certains pays, une femme ne peut pas prendre l'avion avec son bébé ou un enfant en bas âge sans autorisation écrite du père. Le père peut se déplacer avec l'enfant sans qu'un avis de la mère ne soit requis.

Selon l'idéologie propre aux sociétés patriarcales, la subordination de la femme à l'homme ne devait pas seulement être économique, elle devait être également juridique, sociale, et psychologique, car l'image qu'on doit avoir de la femme est celle d'un être inférieur, qui ne pourrait être l'égale de l'homme, jouer les mêmes rôles et jouir du même statut. La femme ne doit donc être valorisée que dans ses fonctions de mère et d'épouse. Elle ne doit pas être poussée à la réussite dans les domaines qui sont les chasses gardées des hommes comme le domaine économique, public, les sphères du pouvoir. Toutes choses que la réussite dans le système éducatif contribuerait à rendre plus accessible.

Les représentations collectives ou stéréotypes de la femme tendaient toutes à reproduire cette image de la femme éternellement subordonnée ou au service de l'homme. Ces stéréotypes sexistes, images mentales, standardisées n'ont aucun fondement scientifique; ils procèdent d'une «généralisation abusive et d'une simplification controversée qui apportent une distorsion à la réalité» (Michel 1986).

Cependant ils influencent notre devenir de manière pernicieuse mais efficace car ils ont été intériorisés pour générer des comportements et attitudes constituant des obstacles importants à l'accès des filles et des femmes à l'éducation et à l'emploi.

### **Influences des stéréotypes sexistes dans l'acquisition du savoir**

L'éducation est primordiale et constitue la base de toute entreprise visant à instaurer une justice sociale, et à mobiliser toutes les ressources humaines dont les sociétés ont besoin pour se développer. Elle peut être considérée comme «une des faveurs essentielles permettant d'assurer aux femmes l'égalité avec les hommes dans l'exercice de leurs droits et de leurs responsabilités dans la société. Elle peut contribuer à changer les mentalités» (UNESCO 1987).

Mais les résistances sont fortes et il existe des conceptions et pratiques qui tendent à perpétuer les disparités entre hommes et femmes dans l'accès à l'éducation. Les obstacles qui se dressent face à la réussite des filles sont à la fois d'ordre familial et institutionnel. En effet, aussi bien dans l'accès à l'éducation que dans le déroulement de la scolarisation, l'influence des stéréotypes culturels et de l'idéologie sexistes est importante. Tout le processus d'acquisition du savoir chez la fille va être discriminatoire accordant plus d'importance à la réussite scolaire du garçon.

C'est ainsi que dans l'accès au système d'éducation formelle, les contraintes économiques influencent différemment l'avenir des enfants selon leur sexe. Les filles seront inscrites à l'école seulement lorsque les moyens financiers permettent d'inscrire les garçons. D'autres types de contraintes liées à des

considérations du genre freinent l'accès à l'éducation des filles. Dans certaines sociétés islamisées, l'école est perçue comme un milieu qui détourne les filles de leur rôle. La scolarisation de la fille est vécue dans certaines sociétés comme une source d'angoisse. Angoisse parce que son détachement de la cellule familiale risque de lui faire adopter certains comportements ou modes de vie et de pensées qui ne feront pas d'elle une «bonne femme» c'est-à-dire une mère et une épouse dévouée et respectueuse des coutumes. D'autres facteurs comme l'éloignement des écoles du village n'encouragent pas les parents à y envoyer les filles car elles seraient soustraites de la surveillance familiale. L'inexistence de toilettes séparées pour les filles a également été identifiée comme raison avancée par certains parents pour ne pas envoyer leurs filles à l'école.

Pour les filles qui ont eu la chance d'accéder au système scolaire, tout un ensemble de facteurs psychologiques, culturels, et sociaux entachés de considérations du genre, vont contribuer à émousser toute volonté de réussite. Pour des raisons économiques, la fille déjà scolarisée et qui réussit bien sera retirée volontiers de l'école pour être remplacée par un jeune frère, si les parents n'ont pas la possibilité de supporter financièrement la scolarisation de tous leurs enfants. C'est le cas surtout en milieu rural et dans les familles défavorisées où les conditions matérielles précaires ne permettent pas de supporter le coût de l'éducation d'une progéniture souvent nombreuse.

La scolarisation du garçon est considérée comme un investissement. Durant toute sa scolarité, le garçon est encouragé à réussir, la famille compte sur lui et le supporte moralement dans cette voie. Dans les sociétés contemporaines où la réussite sociale dépend essentiellement du niveau d'instruction, l'échec scolaire du garçon est considéré comme une catastrophe.

L'instruction de la fille est considérée comme une activité marginale, à la limite contraignante; c'est pourquoi dans la pratique quotidienne, les conditions propices à une réussite des filles ne sont pas réunies. Sa future fonction étant d'être une mère et une épouse, elle doit alors être très tôt initiée aux tâches domestiques. Parallèlement à son instruction scolaire, la petite fille doit alors apprendre les multiples tâches qu'elle est appelée à accomplir dans l'avenir. Pendant que le garçon, de retour de l'école, s'amuse ou étudie, la jeune fille doit faire la vaisselle, la cuisine, aider sa mère. Elle apprendra ses leçons lorsqu'elle aura terminé ses travaux domestiques. Tout ceci contribue à expliquer le faible taux de réussite des filles et les abandons fréquents pour incapacité. Dans certaines sociétés, des filles abandonnent l'école suite à un retrait volontaire des parents. En effet dans les sociétés où les filles sont mariées à un âge précoce, celles-ci sont retirées de l'école lorsqu'on assume qu'elles sont aptes à procréer et que l'on cherche surtout à les préserver du risque de grossesse non désirée que

la fréquentation de l'école pourrait favoriser. Il existe également des cas où les filles sont retirées de l'école pour aider aux travaux ménagers, pour s'occuper des plus jeunes notamment en cas de maladie ou de décès de la mère.

En milieu urbain, l'existence de modèles de réussite de femmes a rendu la scolarisation de la fille aussi importante que celle du garçon. Mais là aussi, des contraintes économiques peuvent justifier le retrait de la fille de l'école au profit du garçon. D'une manière générale, les garçons sont «poussés» plus longtemps dans leurs études par rapport aux filles. En ville l'apprentissage des travaux domestiques est plus ou moins facultatif, surtout dans les familles aisées. Mais il arrive toujours une période, où la jeune adolescente devra y consacrer une partie de son temps. Même lorsque cet apprentissage ne peut pas perturber sa scolarité, il montre néanmoins que dans tous les cas, la réussite scolaire de la fille ne saurait constituer une fin en soi. La jeune fille qui ne réussit pas à l'école, pourra toujours faire un «bon mariage», ce qui n'est pas le cas pour le garçon. Celui-ci est encouragé à réussir pour améliorer ses propres conditions de vie, pour se prendre lui-même en charge. On éduque le garçon dans un esprit d'indépendance tandis que l'éducation de la fille ne se fait que pour l'intérêt de l'homme.

La fille n'a pas suffisamment confiance en elle, elle ne se sent pas valorisée comme le garçon. Les raisons de la faible scolarisation et de la faible réussite des filles, sont ainsi multiples et diversifiées: attitudes négatives envers les filles scolarisées, mariages précoces, grossesses non désirées, retrait des filles pour aider aux travaux domestiques, manque de volonté à investir dans l'éducation des filles. Les filles sont ainsi les premières victimes des redoublements. Trop souvent, les filles échouent car elles n'ont guère appris à avoir confiance en elles, à prendre conscience de leurs capacités réelles (Lange 1994). Le fort taux d'échec scolaire des filles contribue de fait, à renforcer l'idée selon laquelle les filles sont moins intelligentes que les garçons. De même, par sa participation aux travaux ménagers, et face à des garçons qui eux, n'y sont pas soumis, la fille intériorise comme normal le fait que les hommes doivent être servis par les filles.

La société, à travers la famille et dans le processus de socialisation, met ainsi en oeuvre tout un ensemble de pratiques qui reproduisent l'idéologie de la supériorité des hommes sur les femmes, tout en veillant à préserver les conditions nécessaires à sa perpétuation.

Au niveau du secondaire, la sélection porte sur le nombre mais également sur la présence dans les filières scientifiques. Dans plusieurs pays de l'Afrique Sub-saharienne on note une faible implication des filles dans les filières scientifiques. En 1993, c'est par exemple le Mali qui réalise un bon score en agronomie, avec 18 pour 100 de filles inscrites dans cette filière, contre des taux



oscillant entre 0 et 5 pour 100 pour le Bénin, le Congo, le Niger, la République Centrafricaine (RCA), le Sénégal et le Togo (UNESCO, Annuaire statistique 1993). En sciences naturelles et ingénierie, le Bénin a un taux de 11.2 pour 100 et le Sénégal 14.4 pour 100. Les autres pays ont un taux de 2 à 5 pour 100 seulement (Bouya 1993).

Malgré les différents obstacles à leur réussite, certaines filles arrivent à obtenir leurs diplômes et à faire leur entrée à l'université. L'évolution comparée des effectifs garçons et filles montre la faible participation des filles à l'enseignement du 3<sup>e</sup> degré (28 pour 100) (UNESCO Afrique 1991). Pourtant ce petit nombre d'élues devra faire également face à de multiples obstacles pour se maintenir dans le système universitaire. Là encore l'influence des stéréotypes sexistes va se faire sentir. Ainsi pendant que le garçon peut se consacrer en toute quiétude à ses études, l'étudiante fera l'objet de pressions sociales tendant à lui faire comprendre qu'elle ne doit pas oublier le rôle pour lequel elle a été créée: devenir épouse et mère. On lui brandira le spectre du célibat qui la guette; car non seulement elle sera âgée lorsqu'elle aura terminé ses études, mais en plus, les diplômés qu'elle aura obtenus éloigneront d'elle un bon nombre de prétendants possibles. Beaucoup d'hommes sont en effet complexés devant ces «vieilles filles» qui manifestent la prétention de traiter à égalité avec eux. C'est pourquoi la plupart des étudiantes choisissent de se marier avant la fin de leurs études; mariage qui signe très souvent l'arrêt momentané et généralement définitif de leur carrière universitaire. Car la vie d'épouse et de mère est difficilement compatible avec les exigences d'une carrière universitaire. Mais qu'advient-il lorsque l'étudiante arrive à obtenir un diplôme universitaire de haut niveau qui devrait en principe la soustraire à toutes ces contraintes sociales?

### **Conséquence de l'idéologie sexiste chez la femme intellectuelle**

Nous définissons ici l'intellectuelle comme une femme hautement qualifiée, ayant atteint un niveau de culture générale supérieur à la moyenne. Elle détient un capital de compétence et exerce généralement une activité professionnelle qui lui permet de jouir d'une certaine aisance matérielle.

Voilà donc une femme, mariée ou célibataire, qui peut choisir en toute liberté la vie qu'elle veut mener. En effet elle a prouvé qu'elle peut réussir là où des hommes ont réussi, elle dispose de moyens intellectuels lui permettant de porter un jugement critique sur la réalité sociale. Elle connaît ses droits dans la société contemporaine et est en mesure de les défendre. L'influence des stéréotypes sexistes ne devrait pas, en principe, pouvoir l'ébranler.

Pourtant on constate que même une telle femme se trouve obligée de tenir compte des perceptions sociales de la femme et qu'elle subit la discrimination sexuelle de manière plus directe. Les stéréotypes sexistes présentent la femme

intellectuelle comme une prétentieuse, une «cérébrale», une contestataire. Cependant la société est tolérante envers les femmes intellectuelles qui n'ont pas oublié leurs devoirs et qui se marient; pourvu que leur vie professionnelle ne les empêche pas d'assumer les tâches domestiques, notamment les soins aux enfants et les «petits soins» au mari.

Les femmes célibataires et divorcées sont socialement mal acceptées. Les discours sur les femmes intellectuelles contiennent des expressions qui les dépeignent comme des «hommes ratés» ou des femmes asexuées. Les femmes vivent ainsi leur statut d'intellectuel dans un environnement socioculturel en conflit avec leur désir. Elles doivent faire face en permanence à une société frileuse et déterminée à conserver ses privilèges de genre. Contrairement à l'homme qui assume en toute quiétude son «intellectualisme», (statut qui devrait être l'apanage des hommes), très vite l'intellectuelle se trouve devant un dilemme: être femme ou être intellectuelle?

En effet dans la perception populaire, l'intellectuel est un homme. Une femme intellectuel ne peut être une femme tout à fait «normale». Dans le cadre du mariage, les intérêts de l'homme priment sur ceux de la femme. L'exemple le plus édifiant est celui de la femme qui doit quitter son emploi pour suivre son époux, afin de permettre à celui-ci de réaliser un plan de carrière que des considérations d'ordre familial ne sauraient troubler. Les femmes ne peuvent pas non plus saisir des opportunités de perfectionnement ou de développement d'un plan de carrière car il leur est difficile de laisser époux et enfants pour poursuivre des études dans un autre pays ou dans une autre ville. La législation en matière de droits conjugaux est elle-même entachée de sexisme, et contribue à accentuer la dépendance et la vulnérabilité des épouses. Lors du mariage civil, la loi des pays francophone est explicite sur la subordination et la soumission de la femme à son mari: le mari choisit le domicile conjugal, la résidence conjugale est celle de l'époux, la femme est tenue de suivre son mari, elle lui doit soumission et obéissance.

Face à ces différentes pressions et contraintes, l'intellectuelle est-elle à mesure de choisir en toute indépendance? Son esprit critique lui sera-t-il d'une grande utilité. Car, et c'est là que réside toute la force de l'idéologie et des pratiques sexistes, toutes les représentations collectives de la femme ont été intériorisées par les femmes elles-mêmes, et beaucoup plus par l'intellectuelle à qui ces stéréotypes ont été enseignés en plus à l'école. Dans ces stéréotypes, la femme n'était souvent idéalisée que dans sa fonction de procréation, elle se définissait essentiellement dans son rôle d'épouse et de mère. C'est ainsi que pour l'intellectuelle, le mariage constitue souvent un objectif primordial qu'il faut atteindre coûte que coûte. Deux raisons justifieront son choix; non seulement

dans la société on manifeste plus de respect aux femmes mariées, mais le célibat est mal vécu par la femme elle-même.

L'intellectuelle sait que le mariage et la procréation réduiraient considérablement ses chances de promotion mais elle finit par se marier. Ceci n'est pas une mauvaise chose en soi; pour la survie de l'humanité, il est nécessaire que les femmes aient des enfants et se marient lorsqu'elles le désirent. Ce qui est déplorable, c'est que le mariage permet à l'homme de parfaire sa réussite dans le domaine professionnel, intellectuel, familial souvent au détriment d'une femme qui aurait les mêmes capacités de réussite que lui. C'est là un des facteurs de la présence féminine insignifiante aux postes de responsabilité dans le monde du travail. Un autre facteur, et non des moindres, est l'intériorisation des images dévalorisées des femmes qui ont développé chez ces dernières un complexe d'infériorité, ainsi, «l'évaluation que les femmes portent sur leurs possibilités, leurs motivations, leurs compétences sont souvent réductrices à leurs potentialités réelles» (UNESCO 1987). Les stéréotypes sexistes ont ainsi «le redoutable pouvoir d'amener les filles à autocensurer leurs désirs et leurs potentialités, à restreindre leurs aspirations professionnelles» (Michel 1986), à sacrifier leurs ambitions afin d'être conformes à l'image de la femme telle que la société l'a conçue.

La femme intellectuelle qui surmontera les difficultés liées à sa condition sociale (épouse, mère ou célibataire) rencontrera des résistances lorsqu'elle voudra se confronter aux hommes dans ses activités professionnelles: elle se rendra compte que, bien que les constitutions et la réglementation qui régissent le monde du travail, reconnaissent le droit à l'égalité de rémunération pour un travail égal, dans la pratique cette égalité n'est pas respectée. En matière de promotion, le mouvement ascensionnel qui est normal pour les hommes, devient exceptionnel chez les femmes. L'idée que les femmes ne peuvent pas occuper des postes de responsabilité est tellement ancrée dans les esprits que leur progression dans la hiérarchie est beaucoup plus difficile en comparaison avec leurs collègues masculins «cet état d'esprit provoque souvent des découragements, des frustrations dont l'intensité est plus grande lorsqu'il s'agit de femmes conscientes de leur capacité intellectuelle, technique et professionnelle. Cette discrimination injuste joue à la fois au moment de l'embauche et au cours de la vie professionnelle» (Borcelle 1985).

En analysant par exemple l'espace universitaire, Imam et Mama montrent que l'effet le plus évident des procédures actuelles de recrutement et de promotion est l'exclusion continuelle des femmes. «Même après avoir constaté la discrimination à travers tout le système éducationnel qui fait que de moins en moins de femmes atteignent de hauts niveaux de qualification, la proportion de

femmes dans les universités reste extrêmement faible. L'image générale de subordination est reproduite à travers la domination par les hommes, des comités de sélection et de promotion» (Imam et Mama 1994).

La combinaison de ces différents facteurs explique donc l'absence notoire des femmes dans les sphères de décision; les difficultés qu'elles éprouvent «à accéder aux fonctions qui confèrent des responsabilités soulignent avec force le fait que l'égalité est une question d'ordre essentiellement politique et qu'elle est liée à des rapports de pouvoirs» (Michel 1987).

### **Conclusion**

Deux idées principales se dégagent de notre étude. Les femmes subissent une discrimination dans l'accès au système scolaire et doivent surmonter des obstacles de plusieurs ordres pour y rester et y réussir. Certaines passent entre les mailles du filet, obtiennent un diplôme et deviennent des intellectuelles; mais, contrairement aux hommes, elles vivent leur situation dans un environnement socioculturel qui ne leur permet pas de se réaliser pleinement sur le plan personnel et professionnel.

Cette discrimination trouve son fondement dans l'idéologie, les stéréotypes et les pratiques sexistes qui continuent d'influencer la réalité quotidienne. Comprendre et reconnaître le handicap que constitue une telle situation pour l'épanouissement personnel des femmes et le développement de nos sociétés (qui ne pourrait se faire en ignorant ou en excluant délibérément la moitié de la population constituée par les femmes), c'est poser la nécessité de modifier les rapports sociaux afin de les rendre plus égalitaires.

### ***Comment remédier à cette situation?***

- 1) Par l'élimination des stéréotypes sexistes de la conscience collective. En dénonçant et en combattant les idéologies et les pratiques sexistes à l'intérieur des ménages, au niveau de la culture, de la religion, de l'Etat. Pour ce faire, il convient de poser comme préalable à toute action en faveur des femmes, la mise en oeuvre d'activités d'information et de sensibilisation à l'intention de l'ensemble de la collectivité; en insistant sur la valorisation de l'image des filles et des femmes dans la société mais surtout à l'intérieur du système scolaire. L'éducation informelle dans les familles ainsi que l'éducation formelle dans les écoles devraient tendre par exemple à préparer les filles comme les garçons, au partage des responsabilités domestiques et parentales.
- 2) Par la création de structures et la mise en oeuvre de mécanismes qui permettraient aux femmes d'être à la fois épouse, mère et travailleuse. Cet aspect est très important dans notre société car la femme qui travaille hors du

foyer, assume une grande partie des tâches domestiques. Elle porte ainsi un double fardeau qui constitue pour elle un véritable dilemme. L'obligation de devoir sacrifier un de ses rôles au profit de l'autre contribue à la pénaliser dans sa carrière professionnelle et à favoriser l'écart qui existe entre hommes et femmes dans les promotions. Il est donc nécessaire à cet égard, de prévoir des formes alternatives de soins aux enfants afin que la femme intellectuelle puisse s'épanouir dans ses rôles sociaux aussi bien que dans sa vie professionnelle. Les femmes devraient être éduquées dès leur jeune âge aux soins aux enfants, aux travaux domestiques. Les tâches ne doivent pas être catégorisées sur la base du sexe (féminines, masculines) mais partagées de manière à ce que chaque membre du couple puisse s'épanouir selon ses désirs.

- 3) Par un regroupement des femmes au sein d'associations afin de leur apprendre à exprimer leurs besoins sans complexe pour qu'elles puissent s'intégrer aux processus de décisions dans les différents niveaux de la société: famille, syndicats, entreprises, profession. Des actions intensives devraient être entreprises pour lever les inhibitions des femmes par rapport à la prise de parole en public et par rapport à l'écriture.

### **Bibliographie**

- Achola Pala et Madina Ly, 1979, *La femme africaine dans la société précoloniale*, Paris, UNESCO.
- André, Michel, 1985, *Non aux stéréotypes! Vaincre le sexisme dans les livres pour enfant et des manuels scolaires*, Paris, UNESCO.
- Antoine, Léon, 1984, *L'histoire de l'éducation aujourd'hui*, Paris, BIE-UNESCO.
- Bouya, A., 1993, «Les filles face aux programmes scolaires de sciences et technologie en Afrique», *Etude socio-psychologique*, Paris, UNESCO.
- Borcelle, Germaine, 1985, *Métiers au féminin: Pour une égalité des chances*, Paris, UNESCO.
- Broverman et al., 1970, 'Sex Role Stereotypes and Clinical Judgments of Mental Health'. *Journal of Consulting and Clinical Psychology* Vol. 34, No. 1.
- Gaidzanwa Rudo, 1991, 'Gender Analysis in the Field of Education: A Zimbabwean Example'. Workshop on *Gender Analysis and African Social Science*, Dakar, Senegal, September 16-21.
- Imam, Ayesha, 1994, *Gender Institute Course*, Dakar, CODESRIA.
- Imam, Ayesha et Mama, Amina, 1994, «Limitation ou élargissement de la liberté académique : la responsabilité des universitaires», in *Liberté académique en Afrique*, Dakar, CODESRIA, pp.82-123.

- Kainja et J.N. Chikhungu, 1993, «L'accès des jeunes filles à l'école primaire et à l'éducation de base au Malawi», *Education des femmes en Afrique*, No. 3, Paris, UNESCO.
- Kandiyoti, Deniz, 1988, in *Gender and Society*, Vol 2, No. 3. September.
- Lange, Marie-France, 1994, *Quelles stratégies pour promouvoir la scolarisation des filles* Séminaire sur l'éducation des filles.
- Mbanefoh Nkechi, 1993, «L'accès des filles à l'éducation de base et à l'enseignement primaire au Nigeria», *Education des femmes en Afrique*, No. 4, Paris, UNESCO.
- Maiga, Fanta D., 1993, «L'accès des jeunes filles à l'éducation de base au Gabon», *Education des femmes en Afrique*, No. 1, Paris, UNESCO.
- Otunga, Ruth, 1994, *School Participation by Gender: Implications for Vocational Activities in Kenya*, Institut sur le genre Dakar, CODESRIA, (révisé dans ce volume).
- Segalem, Martine, 1981, *Sociologie de la famille*, Paris, Armand Colin.
- UNESCO, 1984, «Les indicateurs du rôle nouveau des femmes dans le développement», *Etudes socio-économiques* 3.
- UNESCO, 1987, «Colloque international sur le droit des femmes à l'éducation dans la perspective de leur accès à l'emploi», 14-18 septembre, Paris, UNESCO, document de référence No. 1.
- UNESCO, 1989, «Approche méthodologique par la prise en compte des préoccupations des femmes dans la planification locale, régionale et nationale», *Etude socio-économique* 13.
- UNESCO, 1990, *Banque de données statistiques sur le développement de l'éducation en Afrique*, Sélection d'indicateur, Dakar, BREDA.
- UNESCO, 1991, *Special MINEDAF VI*, Revue trimestrielle du bureau de Dakar, No. 3, octobre.
- UNESCO, 1991, Colloque «Réussir à l'école», Lisbonne Portugal 20-24 mai, Rapport final.
- UNESCO, 1993, *L'éducation des filles, -Déclaration et cadre d'action de Ouagadougou* Conférence panafricaine sur l'éducation des filles, Ouagadougou, Burkina Faso, 28 mars 1<sup>er</sup> avril.
- UNICEF, 1992, *Strategies to Promote Girls' Education Policies and Programmes that Work* New York, UNICEF.
- UNICEF, 1992, *Educating Girls and Women, A Moral Imperative* New York, UNICEF.
- World Bank, 1990, *Primary Education Policy Paper*, Washington, World Bank.